

PROCES VERBAL

L'An Deux Mille Vingt Deux, le 5 juillet à 20 H 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en Mairie, en séance ordinaire, sous la Présidence de Monsieur Joël DANIEL, Maire.

Étaient également présents :

Mme Françoise BALLESTER, M. Patrice JACQUEMINOT, Mme Marylise FOIDART, M. Christian GUEGUEN, M. Jacques GREVES, Mme Arlette BUZARE, Mme Anne-Marie GARANGE, M. Franck DUVAL, M. Gwenaël COURTET, M. Georges THIERY, M. Patrice LE STUNFF, Mme Séverine LE FLOCH, M. Hugues DEVAUX-MARKOV, M. Patrick GUILBAUDEAU, Mme Sonia CAROFF, M. Alain DESGRE, Mme Gaëlle LE BOUHART, Mme Annaïg MESTRIC, Mme Maryvonne LE GAL, M. Bernard BASTIER, M. Didier LEMARCHAND, M. Jean-François SALVAR, Mme Chantal DEMANGEON, M. Henri-Philippe LAMY, M. Pierre-Yves LE GROGNEC, Mme Isabelle LOISEL.

Absent (s) excusé(s) ayant donné pouvoir :

Laëtitia MELOIS à Franck DUVAL
Jean-Jacques MARTEIL à Jacques GREVES
Lucien MONNERIE à Joël DANIEL
Estelle MORIO à Bernard BASTIER
Régis KERDELHUE à Henri-Philippe LAMY
Françoise HENRIQUEZ à Arlette BUZARE

Secrétaire :

Mme Marylise FOIDART

Date de la convocation	28 Juin 2022
Date de l'affichage	29 juin 2022
Nombre de conseillers en exercice	33
Nombre de présents	27
Nombre de votants	33

2022 51

Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 24 mai 2022

Rapporteur : J. Daniel

Le procès-verbal du Conseil municipal du 24 mai 2022 est adopté à l'unanimité

2022 52 Décisions prises par le maire en application de l'article L 2122-22 du CGCT

Rapporteur : C. GUEGUEN

✓ **Mission de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et l'extension du Tennis-Club de Polignac**

Estimation des travaux : 880 000 € HT

Procédure adaptée

Publication sur Ouest France le 21/03/2022 et sur la plateforme de dématérialisation "e-megalis"

Date limite de réception des offres : le 03/05/2022 à 12h00

Ouverture des plis : le 03/05/2022 à 14h00

Neuf offres dématérialisées nous sont parvenues, toutes conformes.

Remise de l'analyse finale : Le 13/04/2021.

Le dossier d'analyse est consultable au service Marchés Publics.

Analyse des offres :

Les offres ont été analysées selon les critères énoncés dans le règlement de consultation et rappelés ci-dessous :

- Prix des prestations : 50 %
- Valeur Technique : 50 %

		880000	note prix							note technique	Total		
N° alpha	NOM	Forfait provisoire de rémunération HT	% Forfait	OPC HT	% OPC	Rémun du MOe	% Forfait + opc	TVA	TOT TTC	Pts sur 50	Pts sur 50	Pts sur 100	
1	Atelier D'architecture Jean Thomas Gossart	74 700,00 €	8,49%	13 000,00 €	1,48%	87 700,00 €	9,97%	17 540,00 €	105 240,00 €	37,06	30,00	67,06	5
2	BERTIN Anne-Laure Architecture	83 600,00 €	9,50%	12 000,00 €	1,36%	95 600,00 €	10,86%	19 120,00 €	114 720,00 €	34,00	30,00	64,00	7
3	BRA	79 749,12 €	9,06%	8 768,64 €	1,00%	88 517,76 €	10,06%	17 703,55 €	106 221,31 €	36,72	29,00	65,72	6
4	Le GUEAU HUBERT	63 360,00 €	7,20%	6 000,00 €	0,68%	69 360,00 €	7,88%	13 872,00 €	83 232,00 €	46,86	43,00	89,86	9
5	Super 5 architecte	80 080,00 €	9,10%	7 920,00 €	0,90%	88 000,00 €	10,00%	17 600,00 €	105 600,00 €	36,93	25,00	61,93	9
6	Bleher architectes	68 024,00 €	7,73%	14 080,00 €	1,60%	82 104,00 €	9,33%	16 420,80 €	98 524,80 €	39,58	23,00	62,58	8
7	Atelier Le CAB	76 136,00 €	8,65%	9 017,47 €	1,02%	85 153,47 €	9,68%	17 030,69 €	102 184,16 €	38,17	29,00	67,17	4
8	AXENS Architectes	60 000,00 €	6,82%	5 000,00 €	0,57%	65 000,00 €	7,39%	13 000,00 €	78 000,00 €	50,00	43,00	93,00	1
9	SET	69 600,00 €	7,91%	7 000,00 €	0,80%	76 600,00 €	8,70%	15 320,00 €	91 920,00 €	42,43	38,00	80,43	3

Les entreprises non retenues ont été avisées le 25/05/2022.

Le marché a été notifié à AXENS Architecture le 09/06/2022 par le biais de la plateforme Mégalis.

✓ **Travaux d'aménagement pour la requalification des voiries de Scubidan**

Estimation totale : 756 800 € TTC

Procédure adaptée

Publication sur Ouest France le 05/05/2022 et sur la plateforme de dématérialisation "e-megalis"

Date limite de réception des offres : le 02/06/2022 à 12h00

Ouverture des plis : le 02/06/2022 à 14h00

Deux offres dématérialisées nous sont parvenues, toutes deux conformes.

Remise de l'analyse par le Cabinet Artélia.

Le dossier d'analyse est consultable au service Marchés Publics.

Analyse des offres :

Les offres ont été analysées selon les critères énoncés dans le règlement de consultation et rappelés ci-dessous :

Prix des prestations : 60 %

Valeur Technique : 40 %

Il s'agit d'un groupement de commande entre la Ville de Guidel et Lorient Agglomération.

	Montant prestations à la charge de Ville de GUIDEL – Hors PSE (€ HT)	Montant prestations à la charge de Ville de GUIDEL PSE 1 (€ HT)	Montant prestations à la charge de Lorient Agglomération (€ HT)	Montant TOTAL (€ HT)	Note 80 points
COLAS	524 305,85 €	10 080,00 €	187 478,00 €	721 863,85 €	49,86
PIGEON BRETAGNE SUD	487 472,65 €	15 435,00 €	116 970,00 €	599 877,65 €	60,00

Note totale :

Entreprise	Montant € HT	Note Technique	Note Prix	Note totale	Classement
COLAS	721 863,85 €	35	49.86	84.86	2
PIGEON BRETAGNE SUD	599 877,65 €	39	60	99	1

Suite à l'analyse présentée, le cabinet Artélia préconise de retenir l'offre de PIGEON Bretagne Sud pour un montant total de 599 877,65 € HT, soit 719 853,18 € TTC.

La commission des marchés a validé l'analyse et le choix du prestataire.

L'entreprise non retenue a été avisée le 27/06/2022.

Le marché sera notifié à PIGEON BRETAGNE SUD le 30/06/2022 par le biais de la plateforme Mégalis.

✓ Fourniture et livraison de carburants et combustibles

Procédure adaptée

Publication sur Ouest France le 22/03/2022 et sur la plateforme de dématérialisation "e-megalis"

Date limite de réception des offres : Jeudi 7 avril 2022 à 12h00

Ouverture des plis : Jeudi 7 avril 2022 à 14h00

Remise de l'analyse : 31/05/2022 par Pierre-Eric Sinquin

Accord-cadre annuel avec maximum (en litres), conclu avec un seul attributaire et renouvelable 2 fois par tacite reconduction.

Le dossier d'analyse est consultable au service Marchés Publics.

Analyse des offres

Les offres ont été analysées selon les critères énoncés dans le règlement de consultation et rappelés ci-dessous :

- Prix des prestations : 80 %
- Valeur Technique : 20 %

Rapport d'Analyse des Offres													
Fourniture de carburants et combustibles													
Marché 2022-20503													
		BRETECHE				TOTAL ENERGIE				Notation			
Valeur Financière		138 300,66 €	Base tarif DIREM S12 et 13 Surcharge possible sur le tarif DIREM en fonction d'événements imprévus		78,88		136 363,44 €	Montant ramené sur la base tarif DIREM des semaines 12 et 13		80,00	80		
Valeur Technique	Description de l'organisation	Interlocuteur bien identifié. Moyens en adqution avec les besoins de la Mairie de Guidel: sites de stockage, véhicules et chauffeurs. Livraisons sous 24h si commande avant 12h00			10	18	Interlocuteur bien identifié. Moyens en adqution avec les besoins de la Mairie de Guidel: sites de stockage, véhicules et chauffeurs. Livraisons sous 24h si commande avant 12h00			10	17	10	20
	Garantie d'approvisionnement	Moyens d'approvisionnement et stratégie de livraison détaillé en cas d'événements imprévus			8		Allongement possible du délais de livraison en cas d'événements imprévus. Information réguliere avec l'agence afin d'appliquer la startégie adéquate (préventif)			7		10	
Total					96.88					97.00	100		

L'entreprise non retenue a été avisée le 09/06/2022.

Le marché a été notifié à TOTAL ÉNERGIES par voie dématérialisée le 09/06/2022.

Arrivée de Madame Françoise HENRIQUEZ – 20 H 45

2022 53 Subvention ADMR

Rapporteur : P. JACQUEMINOT

Lors du conseil municipal du 24 mai 2022, aucune subvention n'avait été attribuée à l'ADMR en raison de l'absence de demande.

Or, il se trouve que l'ADMR avait bien adressé, dans les délais impartis, une demande de subvention.

Il est donc proposé d'examiner cette demande. En l'occurrence, l'ADMR, qui comptabilise, en 2021, 25 836 heures d'intervention auprès de 236 clients, sollicite une subvention de 2 200 €.

Il est proposé de lui attribuer le même montant qu'en 2021 soit 1 800 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

DECIDE le versement d'une subvention d'un montant de 1800 € à l'association ADMR.

Adopté à l'unanimité.

La promotion interne permet au fonctionnaire d'accéder à un cadre d'emplois supérieur à celui auquel il appartient sans passer par la voie du concours et, le cas échéant, sans détenir les titres ou diplômes exigés pour le concours externe.

La promotion interne se distingue de l'avancement de grade, lequel constitue une évolution de carrière au sein d'un même cadre d'emplois.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, l'avis de la Commission Administrative Paritaire (CAP) sur les dossiers individuels présentés par les collectivités au titre de la promotion interne, est remplacé par l'application de critères définis au sein des Lignes Directrices de Gestion établies par le Président du Centre de Gestion, conformément aux dispositions prévues par la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et du décret n°201-1265 du 29 novembre 2019 relative aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires.

Par arrêté 2020-163 en date du 28 décembre 2020, le Président du CDG 56 a établi les lignes directrices de gestion lui permettant, au vu de critères, de faire un choix (dans le respect des quotas réglementaires) sur les dossiers présentés par les collectivités.

Au titre de la promotion interne 2022, seul un agent a été inscrit sur la liste d'aptitude établie par le Centre de gestion.

Afin de permettre la nomination de l'agent inscrit sur cette liste, il est proposé de modifier le tableau des effectifs de la manière suivante à compter du 1^{er} août 2022.

Filière	Catégorie	Nombre de postes concernés	Poste supprimé	Poste créé	Motif	A compter du
Technique	C	1	Agent spécialisé principal de 1 ^{ère} classe des écoles maternelles à temps non complet 32h50	Agent de maîtrise à temps non complet 32h50	Promotion interne	01/08/2022

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022

VU l'avis du comité technique du 28 juin 2022

DECIDE la création d'un poste d'agent de maîtrise à temps non complet 32h50 et la suppression du poste d'agent spécialisé principal de 1^{ère} classe des écoles maternelles à temps non complet 32h50 à compter du 1^{er} août 2022 dans le cadre de la promotion interne.

Adopté à l'unanimité.

2022 55 Modification du tableau des effectifs – service Education, Jeunesse et Sports

Rapporteur : F. BALLESTER

Conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services (création – suppression – modification de la durée hebdomadaire d'un poste)

Compte tenu de la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de certains postes du service Education, jeunesse et sports (intégration heures complémentaires, abaissement nombre d'heures dédiées aux réunions, etc.) il est proposé les créations et suppressions de postes suivantes :

Filière	Catégorie	Nombre de postes concernés	Poste supprimé	Poste créé	Motif	A compter du
Technique	C	3	Adjoint technique territorial à temps non complet 4h57	Adjoint technique territorial à temps non complet 5h08	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe à temps non complet 14h19	Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe à temps non complet 14h01	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial à temps non complet 4h44	Adjoint technique territorial à temps non complet 4h33	Modification DHS	01/09/2022
Animation	C	1	Adjoint d'animation territorial à temps non complet 20h37	Adjoint d'animation territorial à temps non complet 31h13	Modification DHS	01/09/2022
Animation	B	1	Animateur à temps non complet 34h00	Animateur à temps non complet 34h10	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial à temps non complet 14h38	Adjoint technique territorial à temps non complet 25h43	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial à temps non complet 10h58	Adjoint technique territorial à temps non complet 15h12	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial à temps non complet 24h07	Adjoint technique territorial à temps non complet 24h37	Modification DHS	01/09/2022
Animation	C	1	Adjoint d'animation territorial à temps non complet 6h44	Adjoint d'animation territorial à temps non complet 8h56	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial à temps non complet 22h13	Adjoint technique territorial à temps non complet 22h06	Modification DHS	01/09/2022
Technique	C	1	Adjoint technique territorial à temps non complet 14h22	Adjoint technique territorial à temps non complet 15h12	Modification DHS	01/09/2022
Animation	C	1	Adjoint territorial d'animation principal de 2 ^{ème} classe à temps non complet 33h44	Adjoint territorial d'animation principal de 2 ^{ème} classe à temps complet	Modification DHS	01/09/2022

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

VU l'avis du comité technique du 28 juin 2022,

DECIDE les créations et suppressions de postes présentées ci-dessus à compter du 1^{er} septembre 2022.

Adopté à l'unanimité.

Pierre-Yves LE GROGNEC : il ne s'agit pas de remettre en cause les modifications apportées au tableau des emplois, mais il a relevé qu'il était précisé l'article de la loi qui prévoit que l'organe délibérant est appelé à se prononcer sur le tableau des emplois. Je rappelle que cela fait un certain nombre de modifications prononcées depuis le début de l'année en plus ou en moins pour tenir compte des besoins en matière de création, de progression ou de suppression. Je veux juste rappeler que le conseil municipal aurait dû légitimement disposer du tableau des emplois complet joint au budget primitif. Or, aujourd'hui, on ne raisonne que par écart par rapport à un état que nous ne connaissons pas. L'éclairage du conseil municipal en matière des emplois est incomplet.

Monsieur le maire : je prends note de cette observation. Je ne me souviens pas de l'avoir entendu en commission. Il n'y a pas de raisons pour lesquelles les membres du conseil ne disposent pas de ce tableau. On aurait pu en parler en commission ce qui aurait donné du temps pour le présenter. Mais, ce sera fait pour une prochaine fois.

Pierre-Yves LE GROGNEC : je n'étais pas là en commission. Je l'ai déjà demandé en d'autres instances. Conformément à la réglementation, quand vous présentez le budget primitif, vous devez associer le tableau des emplois soit au 31 décembre ou soit valide au 1^{er} janvier, sachant qu'il s'agit du premier facteur de dépenses. C'est tout simplement par souci de clarté.

2022 56 Tarifs restauration scolaire 2022/2023

Rapporteur : F. BALLESTER

Il est proposé, pour la rentrée 2022, d'appliquer les tarifs suivants, identiques aux tarifs 2021/2022 :

		2021/2022	2022/2023
Enfants commune*	Tranche n°1	1,10	1,10
	Tranche n°2	2,20	2,20
	Tranche n°3	2,80	2,80
	Tranche n°4	3,40	3,40
	Tranche n°5	3,55	3,55
	Tranche n°6	3,60	3,60
	Paniers repas	1,10	1,10
	Adultes	5,60	5,60
	Tarif réduit des enseignants	4,34	4,34

(*) Le tarif « enfants commune » est également appliqué aux parents travaillant sur Guidel et aux habitants de Gestel.

- Rappel du quotient familial

$$QF = \frac{1/12^{\text{ème}} \text{ des revenus annuels (année N-2)} + \text{prestations familiales du mois de la demande}}{2 + 1/2 \text{ par enfant à charge} + 1/2 \text{ pour les familles de 3 enfants et plus}}$$

- Rappel des tranches

Tranche 1 : $0 \leq QF \leq 600$

Tranche 2 : $601 < QF \leq 800$

Tranche 3 : $801 < QF \leq 1100$

Tranche 4 : $1101 < QF \leq 1600$

Tranche 5 : $QF > 1600$

Tranche 6 : enfants extérieurs

Par ailleurs, le service de restauration scolaire consommé sans réservation préalable se verra appliquer une pénalité de 30 % du tarif de la tranche.

Enfin, le service de restauration scolaire, réservé mais non consommé sera facturé sans majoration à défaut de production de justificatif et après décision de l'autorité territoriale.

Les enfants inscrits en ULIS bénéficient du tarif guidélois, car l'orientation des enfants dans les établissements disposant d'une classe ULIS est imposée aux familles.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Enfance, éducation, jeunesse et sports du 21 juin 2022,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

ADOpte les tarifs restauration scolaire présentés ci-dessus pour la rentrée scolaire 2022/2023.

Adopté à l'unanimité.

2022 57 Tarifs ACM périscolaires 2022/2023

Rapporteur : F. BALLESTER

Il est proposé, pour la rentrée 2022 d'appliquer les tarifs suivants par ¼ d'heure :

		2021/2022	2022/2023
Enfants commune*	Tranche n°1	0,36	0.36
	Tranche n°2	0,39	0.39
	Tranche n°3	0,42	0.42
	Tranche n°4	0,45	0.45
	Tranche n°5	0,48	0.48
	Tranche n°6	0,51	0.51

(*) Le tarif « enfants commune » est également appliqué aux parents travaillant sur Guidel et aux habitants de Gestel.

- Rappel du quotient familial

$$QF = \frac{1/12^{\text{ème}} \text{ des revenus annuels (année N-2)} + \text{prestations familiales du mois de la demande}}{2 + 1/2 \text{ par enfant à charge} + 1/2 \text{ pour les familles de 3 enfants et plus}}$$

- Rappel des tranches

Tranche 1 : $0 \leq QF \leq 600$

Tranche 2 : $601 < QF \leq 800$

Tranche 3 : $801 < QF \leq 1100$

Tranche 4 : $1101 < QF \leq 1600$

Tranche 5 : $QF > 1600$

Tranche 6 : enfants extérieurs

Par ailleurs, le service Accueil périscolaire consommé sans réservation préalable se verra appliquer une pénalité de 30 % du tarif de la tranche.

Enfin, l'Accueil périscolaire, réservé mais non consommé sera facturé sur la base d'1 heure, sans majoration à défaut de production de justificatif et après décision de l'autorité territoriale.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Enfance, éducation, jeunesse et sports du 21 juin 2022,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

ADOpte les tarifs ACM périscolaires présentés ci-dessus pour la rentrée scolaire 2022/2023.

Adopté à l'unanimité.

2022 58 Tarifs Mercredis découverte 2022/2023

Rapporteur : F. BALLESTER

Par délibération en date du 3 juillet 2018, le conseil municipal a validé la mise en place du service Mercredis « Découverte » à compter de la rentrée scolaire 2018. Ce service consiste dans le cadre du Projet Educatif Territorial (PEDT) de la ville, à proposer aux enfants de 5 à 11 ans, des activités sportives, culturelles et artistiques tous les mercredis matins, en collaboration avec certaines associations guidéloises.

Le service fait l'objet d'un dédommagement pour les associations par mercredi et est facturé aux familles.

Il est proposé d'appliquer les tarifs suivants par cycle à compter de la rentrée 2022 identiques aux tarifs 2021/2022 :

	2021/2022	2022/2023
Tranche n°1	22,00 €	22,00 €
Tranche n°2	24,00 €	24,00 €
Tranche n°3	26,00 €	26,00 €
Tranche n°4	28,00 €	28,00 €
Tranche n°5	30,00 €	30,00 €
Tranche n°6	32,00 €	32,00 €

(*) Le tarif « enfants commune » est également appliqué aux parents travaillant sur Guidel et aux habitants de Gestel.

- Rappel du quotient familial

$$QF = \frac{1/12^{\text{ème}} \text{ des revenus annuels (année N-2)} + \text{prestations familiales du mois de la demande}}{2 + 1/2 \text{ par enfant à charge} + 1/2 \text{ pour les familles de 3 enfants et plus}}$$

- Rappel des tranches

Tranche 1 : $0 \leq QF \leq 600$
Tranche 2 : $601 < QF \leq 800$
Tranche 3 : $801 < QF \leq 1100$
Tranche 4 : $1101 < QF \leq 1600$
Tranche 5 : $QF > 1600$
Tranche 6 : enfants extérieurs

Il est proposé pour 2022 de maintenir le dédommagement aux associations participantes à 38,00 € par mercredi.

Par ailleurs, les absences en cours de cycle ne seront pas déduites du forfait sauf cas de force majeure avec certificat médical à l'appui.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Enfance, éducation, jeunesse et sports du 21 juin 2022,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

ADOpte les tarifs Mercredis découvertes présentés ci-dessus pour la rentrée scolaire 2022/2023.

Adopté à l'unanimité.

2022 59 Tarifs ACM Saute-Mouton 2022/2023Rapporteur : F. BALLESTER

Il est proposé pour la rentrée scolaire 2022 de reconduire les tarifs pratiqués au cours de l'année scolaire 2021/2022 :

		2022/2023		
		1/2 j sans repas	1/2 j avec repas	Journée entière
Enfants commune*	Tranche n°1	2,70	4,35	5,30
	Tranche n°2	4,70	6,90	7,30
	Tranche n°3	6,30	9,80	12,50
	Tranche n°4	6,90	10,70	13,70
	Tranche n°5	7,20	11,20	14,30
	3 Enfants et plus **	5,50	8,50	10,90
	Tranche n°6	9,30	14,30	18,60
Panier repas ***		Même tarif enfant commune et suivant QF		

(*) Le tarif « enfants commune » est également appliqué aux parents travaillant sur Guidel et aux habitants de Gestel.

(**) 3 enfants et plus : ensemble à l'ACM

(***) Panier repas :

- Journée entière : Facturation de la demi-journée avec repas
- Demi-journée avec repas : Facturation d'une demi-journée sans repas

- Rappel du quotient familial

$1/12^{\text{ème}}$ des revenus annuels (année N-2) + prestations familiales du mois de la demande

QF= -----

2 + 1/2 par enfant à charge + 1/2 pour les familles de 3 enfants et plus

- Rappel des tranches

Tranche 1 : $0 \leq QF \leq 600$
 Tranche 2 : $601 < QF \leq 800$
 Tranche 3 : $801 < QF \leq 1100$
 Tranche 4 : $1101 < QF \leq 1600$
 Tranche 5 : $QF > 1600$
 Tranche 6 : enfants extérieurs

Par ailleurs, le service ACM Saute-Mouton, consommé sans réservation préalable se verra appliquer une pénalité de 30 % du tarif de la tranche.

Enfin, le service ACM Saute-Mouton, réservé mais non consommé sera facturé sans majoration à défaut de production de justificatif et après décision de l'autorité territoriale.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Enfance, éducation, jeunesse et sports du 21 juin 2022,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

ADOpte les tarifs ACM Saute-Mouton présentés ci-dessus pour la rentrée scolaire 2022/2023.

Adopté à l'unanimité.

Il est proposé d'appliquer les tarifs suivants à compter de la rentrée 2022, identiques à ceux de l'année scolaire précédente :

Tarifs 2022/2023			
Type de tarif	Tarif Vac'Actives vacances ticket à l'activité en €	Tarif Vac'Actives pass semaine vacances en €	Tarif mercredi en €
Tranche n°1	3,62	9,28	1,89
Tranche n°2	4,03	10,15	2,09
Tranche n°3	4,20	10,61	2,17
Tranche n°4	4,39	11,07	2,24
Tranche n°5	4,59	11,68	2,35
Tranche n°6	5,93	15,00	3,00

Par ailleurs, le service Vac'Actives, consommé sans réservation préalable se verra appliquer une pénalité de 30 % du tarif de la tranche.

<ul style="list-style-type: none"> <u>Rappel du quotient familial</u> $QF = \frac{1/12^{\text{ème}} \text{ des revenus annuels (année N-2)} + \text{prestations familiales du mois de la demande}}{2 + 1/2 \text{ par enfant à charge} + 1/2 \text{ pour les familles de 3 enfants et plus}}$ <u>Rappel des tranches</u> Tranche 1 : $0 \leq QF \leq 600$ Tranche 2 : $601 < QF \leq 800$ Tranche 3 : $801 < QF \leq 1100$ Tranche 4 : $1101 < QF \leq 1600$ Tranche 5 : $QF > 1600$ Tranche 6 : enfants extérieurs
--

Enfin, le service réservé mais non consommé sera facturé sans majoration à défaut de production de justificatif et après décision de l'autorité territoriale.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Enfance, éducation, jeunesse et sports du 21 juin 2022,

VU l'avis de la Commission administration générale, finances, ressources humaines et relations avec les partenaires institutionnels en date du 23 juin 2022,

ADOpte les tarifs Vac'Actives présentés ci-dessus pour la rentrée scolaire 2022/2023.

Adopté à l'unanimité.

Il est rappelé, dans l'article 29 du Traité de concession d'aménagement de la ZAC Centre et Saudraye, que pour permettre au CONCÉDANT d'exercer son droit à contrôle technique financier et comptable, en application de l'article L 300-5 II du Code de l'urbanisme, le CONCESSIONNAIRE devra établir, chaque année, un compte-rendu financier.

Ce compte-rendu financier est adressé au CONCÉDANT pour examen au cours du 1^{er} semestre. Il comporte notamment en annexes :

- Un bilan financier prévisionnel actualisé des activités, objet de la concession, faisant apparaître, d'une part l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et des dépenses restant à réaliser ;
- Un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
- Le cas échéant, le compte-rendu de l'utilisation des subventions versées par d'autres personnes publiques ainsi qu'il est précisé à l'article 28.2.

Le CONCÉDANT a le droit de contrôler les documents fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

L'année 2021 a vu l'achèvement des travaux de viabilisation de la première partie de la ZAC Saudraye (ex tranche 2). 25 logements sociaux sont en cours de construction, 7 logements en accession aidée sont prévus.

Plusieurs délibérations ont été prises en fin d'année 2021, notamment l'approbation du dossier de réalisation modificatif et l'actualisation du programme des équipements publics, ainsi que l'avenant n°2 au traité de concession, sur la base d'un programme modifié en secteur Cœur de Ville.

Au sujet du foncier, certaines discussions restant infructueuses, il a été décidé d'engager une procédure de Déclaration d'Utilité Publique assortie d'une enquête parcellaire, afin de disposer et de conférer à l'aménageur tous les moyens permettant d'aboutir à la réalisation complète de l'opération d'aménagement.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer par vote sur le CRACL 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU les délibérations du Conseil Municipal du 25 janvier 2011, du 24 novembre 2009 et du 16 juillet 2009, relatives aux études préalables pour la création de la ZAC Centre et Saudraye ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 29 mai 2012 validant le choix du mode de réalisation de la ZAC Centre et Saudraye ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 29 mai 2012 approuvant le bilan de la concertation et le dossier de création de la ZAC Centre et Saudraye ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 28 janvier 2014 désignant comme concessionnaire de la ZAC Centre et Saudraye, la SNC FONCIER CONSEIL (filiale d'aménagement de Nexity) et autorisant la signature du traité de concession de la ZAC Centre et Saudraye ;

VU l'avenant n°1 au Traité de concession d'aménagement de la ZAC Centre et Saudraye validé par le Conseil Municipal du 05/07/2016 et signé les 05 et 12 septembre 2016.

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 approuvant la modification du nom de l'opération en "ZAC Cœur de Ville et Saudraye" ainsi que le dossier de réalisation modificatif de la ZAC Cœur de Ville et Saudraye ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 approuvant le projet d'actualisation du programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté Cœur de Ville et Saudraye ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 approuvant les termes de l'avenant n°2 au traité de concession de la ZAC Cœur de Ville et Saudraye et ses annexes modifiées ;

VU le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale 2021 (CRACL) de la Zone d'Aménagement Concerté Cœur de Ville et Saudraye ;

VU l'avis de la Commission Travaux, Urbanisme, Environnement, Transitions et Sécurité du 20 juin 2022,

APPROUVE le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité Locale 2021 (CRACL) de la Zone d'Aménagement Concerté « Cœur de Ville et Saudraye » ;

AUTORISE le Maire à signer les documents relatifs à ce dossier et à accomplir toutes les formalités y afférentes.

Adopté par 24 voix pour et 9 abstentions (BASTIER Bernard, LEMARCHAND Didier, SALVAR Jean-François, DEMANGEON Chantal, MORIO Estelle a donné procuration à BASTIER Bernard, LAMY Henri-Philippe, KERDELHUE Régis a donné procuration à LAMY Henri-Philippe, LE GROGNEC Pierre-Yves, LOISEL Isabelle).

La Zone d'Aménagement Concerté créée en mai 2012 est constituée des sites « Cœur de Ville », en renouvellement urbain, et « Saudraye » en extension.

Sur le secteur Cœur de Ville, certaines emprises foncières relevant du Domaine Public de la Commune sont destinées à être équipées et réhabilitées en vue de recevoir le programme d'aménagements et de constructions défini au dossier de ZAC. À ce titre, certaines d'entre-elles feront l'objet d'une cession au bénéfice de l'aménageur.

Afin de permettre la réalisation de ces aménagements ainsi que la cession du foncier correspondant à l'aménageur, il est nécessaire de procéder au déclassement des emprises foncières communales suivantes :

Référence cadastrale	Superficie à déclasser
CE 129p	167 m ²
CE 128p	673 m ²

Préalablement à la décision de déclassement de ces emprises foncières, la Commune devra procéder à leur désaffectation, c'est-à-dire qu'elle devra par tous moyens administratifs et matériels faire cesser l'utilisation de ces biens par le public (par exemple : arrêté municipal, barrières, signalisation, etc.).

La décision de déclassement de ces emprises foncières est soumise à l'organisation préalable d'une enquête publique, dans la mesure où l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R.141-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, un arrêté du maire désignera un commissaire enquêteur et précisera l'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations.

À l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal pourra constater la désaffectation des emprises publiques concernées et prononcer leur déclassement du Domaine Public.

La parcelle CE 129p de 167 m² a fait l'objet d'un déclassement au Conseil Municipal du 24 mai dernier. Même si, à notre avis, l'opération envisagée sur ces quelques places de stationnement n'avait pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation, il paraît néanmoins préférable d'annuler son déclassement et de passer par une enquête publique car le terrain a vocation à accueillir un projet de construction.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU les délibérations du Conseil municipal du 24 novembre 2009, du 16 juillet 2009 et du 25 janvier 2011, relatives aux études préalables à la création de la Zone d'Aménagement Concerté Centre et Saudraye,

VU la délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012 validant le choix du mode de réalisation de la ZAC Centre et Saudraye,

VU la délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012 approuvant le bilan de la concertation et le dossier de création de la ZAC Centre et Saudraye,

VU la délibération du Conseil municipal du 28 janvier 2014 désignant la SNC Foncier Conseil (filiale d'aménagement de Nexity) comme aménageur-concessionnaire de la ZAC Centre et Saudraye, et autorisant la signature du traité de concession de ladite ZAC,

VU les délibérations du Conseil municipal du 31 mars 2015 approuvant le programme des équipements publics à réaliser au sein de la ZAC Centre et Saudraye, ainsi que le dossier de réalisation de ladite ZAC,

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 approuvant la modification du nom de l'opération en "ZAC Cœur de Ville et Saudraye" ainsi que le dossier de réalisation modificatif de la ZAC Cœur de Ville et Saudraye ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 approuvant le projet d'actualisation du programme des équipements publics de la Zone d'Aménagement Concerté Cœur de Ville et Saudraye ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 approuvant les termes de l'avenant n°2 au traité de concession de la ZAC Cœur de Ville et Saudraye et ses annexes modifiées ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 validant le projet de convention fixant les conditions de participation du constructeur (la société SEEMO) au coût d'équipement de la ZAC partie Cœur de Ville, sur l'îlot H ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 validant le projet de convention fixant les conditions de participation du constructeur (collège Saint-Jean) au coût d'équipement de la ZAC partie Cœur de Ville, sur l'îlot I ;

VU la délibération du conseil municipal du 30 novembre 2021 validant le projet de convention fixant les conditions de participation du constructeur (collège Saint-Jean) au coût d'équipement de la ZAC partie Cœur de Ville, sur l'îlot I ;

VU l'état d'avancement opérationnel de la ZAC multisites Cœur de Ville et Saudraye,

VU la nécessité de déclasser les emprises foncières communales situées au sein du périmètre Cœur de Ville de la ZAC multisites, en vue de permettre la réalisation des aménagements prévus dans le cadre du projet,

VU l'avis de la Commission Travaux, Urbanisme, Environnement, Transitions et Sécurité du 20 juin 2022,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de procéder au déclassement des emprises publiques situées sur le secteur Cœur de Ville et concernées par le programme d'aménagement et de construction défini au dossier de réalisation modificatif de la ZAC Cœur de Ville et Saudraye,

ANNULE la délibération 2022-43 du Conseil Municipal du 24 mai 2022 concernant le déclassement d'une bande de terrain de 167 m² sur l'Espace Bosser (CE 129p) ;

VALIDE l'engagement de la procédure de déclassement des parcelles communales cadastrées CE 129p et CE 128p, en vue de permettre la réalisation du programme d'aménagement et de construction prévu sur le secteur Cœur de Ville, dans le cadre de la ZAC Cœur de Ville et Saudraye ;

AUTORISE la mise en œuvre, par le Maire ou son représentant et par les services techniques communaux, de tous moyens administratifs et matériels destinés à faire cesser l'utilisation de ces biens par le public et nécessaires à leur désaffectation ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à organiser la procédure d'enquête publique préalable au déclassement ;

AUTORISE le Maire ou son représentant à mettre en œuvre toutes les formalités et à signer toutes pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité.

2022 63 Acquisition de l'appentis de M. Guillou au nord de la place Jaffré
Rapporteur : C. GUEGUEN

Au nord de la place Jaffré, face au magasin Carrefour, se trouve un ensemble de 2 bâtiments en pierres, exclu du périmètre de la ZAC.

Pour avoir plus d'espace dans ce secteur, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Cœur de Ville, il a été décidé d'acquérir l'appentis sud de cet ensemble bâti.

Construit en parpaings et non enduit, cet appentis de 13 m² (CE 132p) est cédé pour l'euro symbolique. Il sera démolit et le déplacement du compteur électrique sera pris en charge dans le cadre de la ZAC Cœur de Ville.

Le Conseil Municipal est invité à autoriser son acquisition.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Travaux, Urbanisme, Environnement, Transitions et Sécurité du 20 juin 2022,

AUTORISE l'acquisition d'un appentis de 13 m² au sud de la parcelle cadastrée CE 132, appartenant à M. Guillou (SCI 3 rue Amiral Février des Pointes), pour l'euro symbolique ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes et documents nécessaires à cette acquisition.

Adopté à l'unanimité.

2022 64 **Intégration des espaces communs du lotissement Park Ker Line dans le domaine communal**

Rapporteur : C. GUEGUEN

Il s'agit de l'intégration dans le domaine communal de certains espaces communs du lotissement Park Ker Line (10 lots), rue Emmanuel Janssen, ayant son accès depuis la route de Brunénant.

La cession à la commune porte sur une surface de 1559 m² (CL 151 et 204). Il s'agit de la voirie et des espaces verts de l'entrée sous lesquels sont installés des réseaux et un bassin d'orage.

Les espaces verts centraux resteront propriété de l'ASL (Association Syndicale Libre) du lotissement Park Ker Line (CL 205, 206 et 207).

La longueur de voirie, incorporée dans le domaine communal, est de 107 m.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Travaux, Urbanisme, Environnement, Transitions et Sécurité du 20 juin 2022,

AUTORISE l'intégration de certains espaces communs du lotissement Park Ker Line, cadastrés CL 151 et 204, d'une surface totale de 1559 m², dont une longueur de voirie de 107 m, dans le domaine communal ;

DIT que tous les frais, notamment d'actes et de géomètres, seront à la charge du lotisseur ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les actes notariés et à accomplir toutes formalités y afférentes.

Adopté à l'unanimité.

Bernard BASTIER : nous allons voter en faveur de ce bordereau mais nous attirons l'attention du Conseil sur la nécessité de bien évaluer les capacités de la commune à prendre en charge ultérieurement de nouvelles surfaces issues de lotissements privés. Avant de décider, il conviendra de bien évaluer les coûts induits sur le long terme, notamment en ce qui concerne la consommation d'énergie, les ressources humaines et les équipements nécessaires à l'entretien.

Cet ultime bordereau met fin à notre séance du conseil municipal d'avant période estivale. Souvent, l'ordre du jour de cette séance est relativement léger, comme c'est le cas aujourd'hui. Un esprit un peu chagrin pourrait même considérer que cette légèreté confine à l'indigence. Cela ne donne pas vraiment l'impression d'une grande activité municipale ni d'une grande maîtrise dans la marche des événements et l'on pourrait même se demander à quoi sert réellement le Conseil devant de si modestes bordereaux. Le débat relatif à la procédure de déclaration d'utilité publique pour la ZAC était le point majeur de la commission Travaux (avec le CRACL dont les seules avancées significatives en 2021 ont été

les votes lors de la séance du Conseil municipal du 30 novembre dernier). Quelles motivations ont conduit à la non inscription de la procédure de DUP à l'ordre du jour de cette séance ? A quel moment cette procédure longue, complexe et déterminante pour l'avenir de la ZAC, va-t-elle être mise en action ? Les autres bordereaux, pour le moins banals et consensuels, ne donnent pas vraiment lieu à commentaire, donnant l'image d'une morne et désolante chambre d'enregistrement. Mais un ordre du jour léger peut aussi être un atout car il permet de traiter d'autres sujets. On pourrait par exemple donner à la représentation municipale et, par-delà à tous les citoyens, des informations sur la vie de la commune, les actions en cours, prévues ou envisagées, notamment en cette période de retour de l'inflation qui aura nécessairement des incidences sur notre budget. Une sorte de bilan d'étape en milieu d'année civile. Les sujets dont les guidélois devraient avoir connaissance ne manquent pas et c'est toujours mieux que d'apprendre les choses par voie de presse lorsque les décisions sont déjà prises. La transparence dans l'action publique, la mise à disposition d'informations, la discussion et l'écoute en amont des prises de décision sont une ardente attente de nos concitoyens. Nous les leur devons et il convient de saisir tous les moyens pour les mettre en action.

Monsieur le Maire : je vous remercie pour votre intervention à laquelle je vais y répondre. Mais je pense qu'il faut d'abord voter pour la délibération proposée par Christian dont le vote n'a pas eu lieu. Ensuite je vous répondrai. On a l'impression que cela fait une confusion sur les genres. Evidemment je vous répondrai sur la DUP.

Quelques mots pour répondre notamment sur l'absence du bordereau sur l'engagement de la ville sur la DUP au titre de la ZAC à cette séance du conseil. J'ai compris que vous déploriez cette absence. Je peux vous assurer que vous n'êtes pas le seul. Mais la décision de retirer ce bordereau a été prise in extremis il y a quelques jours parce que le document support sur lequel nous devons nous prononcer comportait plusieurs manquements qui pourraient ouvrir la voie à des recours, contestations etc. On a été plusieurs à se concerter à ce sujet et il nous a paru de la prudence la plus élémentaire de prendre la décision de le retirer, d'assumer ce retrait et d'interpeller le prestataire Nexity. En tous cas, les rectifications sont en cours, cette affaire est suffisamment importante pour qu'on ne s'y lance pas avec des points faibles dans la procédure et dans les documents. On sait que ce genre de procédure est souvent l'objet de contestations, ne nous mettons pas en difficulté. C'est pour préserver le sujet important qu'est la réalisation de la ZAC qui nécessitera justement que l'acquisition de terrains se fasse à l'aide d'une DUP, c'est donc pour préserver cette démarche que nous avons décidé de retirer cette question de l'ordre du jour.

Si cette séance est un peu légère, elle n'en sera que plus chargée au conseil de la rentrée et que l'on sera en mesure de vous présenter un texte conforme à ce qui nous a été dit et surtout conforme aux attentes réglementaires. Chacun sait que quand il y a une contestation sur ce type de document, les magistrats commencent par regarder les questions de forme avant de s'intéresser au fond et ne vont pas plus loin, c'est donc ce à quoi nous avons cherché à échapper. Je ne sais pas si cette réponse vous convient mais c'est ce qui a guidé les membres du bureau dans cette affaire.

Pour le reste, je suis sûr que tout le monde reçoit des informations sur la vie municipale qui est plus agitée et plus chargée que vous le pensez. Nous avons diffusé dans la semaine tout un programme d'animations pour la saison estivale, les gens qui assistaient au marché de ce dimanche ont vu son animation. Demain soir aura lieu le lancement de la quatrième saison des marchés de producteurs. Malgré un certain nombre de difficultés techniques, on a réussi à sortir dans les délais le Terre & Mer dont la distribution qui devait commencer est reportée à la semaine prochaine en raison de difficultés d'approvisionnement en papier et

avec les entreprises de transport. Comme précisé par Françoise BALLESTER, les activités d'été sont prêtes à démarrer dans quelques jours.

Soyez assurés que la ville est tout à fait animée et active. Nous avons reçu ce jour les renforts de gendarmerie qui viennent, comme chaque été, nous prêter main forte pendant la saison. A l'agglo, un certain nombre de sauveteurs surveillants de baignade ont été accueillis. Ils prennent leurs fonctions sur les quatre grandes plages de Guidel dès demain. Ils feront l'objet d'une première inspection sur les conditions de sécurité lundi prochain.

Il y a beaucoup de choses qui se passent, tous les projets engagés continuent à évoluer favorablement.

Ceux et celles qui empruntent la rocade peuvent constater que le chantier du futur complexe sportif est bien engagé. Les installations pour les panneaux photovoltaïques sur la station d'épuration et les trackers sont en place.

D'un point de vue institutionnel, il y aura quelques semaines sans réunion de commission et autres. La ville n'est pas endormie, il n'y a pas de soucis ou de volontés à ne pas diffuser les informations. Bien au contraire.

Bernard BASTIER : je vous remercie pour ces réponses. Concernant le sujet de la DUP, il suffisait simplement de faire un petit mot pour expliquer les raisons de son retrait.

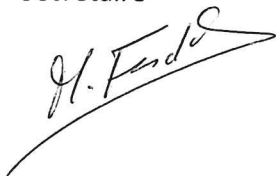
Monsieur le Maire : on a pensé qu'il valait mieux le retirer et répondre en conseil pour en informer tout le monde.

Avant de clore la séance, je veux vous informer du départ de deux conseillères municipales, Sonia CAROFF et Gaëlle LE BOUHART qui donneront leur démission à la fin de cette séance. Sonia CAROFF qui se rend à l'étranger et Gaëlle LE BOUHART pour des raisons personnelles a quitté Guidel. Elles seront remplacées à la rentrée par deux membres de notre équipe, Philippe BLESBOIS et Anette FREOUX avec qui nous avons déjà préparé les conditions de leur entrée.

Au sein de notre groupe, nous avons remercié Sonia et Gaëlle pour leur participation aux activités de notre équipe. Nous les remercions, aujourd'hui, publiquement pour leur engagement et leur souhaitons « bon vent » pour leurs activités futures.

Adopté en séance, le 27/09/2022

Marylise FOIDART
Secrétaire



Joël DANIEL
Maire

